

**Par Brigitte Caulier, présidente de l'Institution d'histoire de l'Amérique, Karine Hébert, vice-présidente et Louise Bienvenue, membre régulière**

*\*Cette lettre a été publiée dans Le Devoir le mercredi 27 février 2019.*

### **Il est temps de diversifier les voies d'accès à la profession**

Ces dernières semaines, les médias d'information ont publié quantité d'articles et d'éditoriaux annonçant une pénurie de main-d'œuvre dans le monde de l'enseignement primaire et secondaire au Québec. Données à l'appui, on nous apprend que les banques de suppléant.e.s fondent à vue d'œil et que les rangs réguliers sont de plus en plus clairsemés. Les vagues de départs à la retraite chez les baby-boomers n'expliqueraient pas tout; ce déséquilibre n'a rien de temporaire si l'on en croit les Facultés d'éducation universitaires qui observent des baisses importantes d'inscriptions.

On invoque différents facteurs pour expliquer cette situation préoccupante, surtout dans la filière de l'enseignement secondaire (Radio-Canada, 25 janvier 2019). Au premier chef, le manque d'attractivité d'un métier qui a eu la vie dure ces dernières années : salaires parmi les plus bas au Canada, hausse du nombre d'élèves en difficulté dans les classes, alourdissements de tâches depuis le vent d'austérité, instabilité chronique, infrastructures scolaires en désuétude, parents peu solidaires lorsque vient le temps de valoriser l'autorité des enseignant.e.s auprès de leurs enfants, etc.

Il y a donc consensus autour de l'urgence de revaloriser une carrière si déterminante pour l'avenir de notre société. Face à la complexité des problèmes, parions que les augmentations salariales promises par le gouvernement actuel ne seront pas une panacée. L'Institut d'histoire de l'Amérique française saisit l'occasion de cette crise pour inviter le ministre de l'Éducation à entreprendre une réflexion plus large sur la formation des maîtres. Notre organisme l'enjoint, en effet, à profiter du contexte pour revoir certaines orientations prises il y a maintenant 25 ans.

## **Un appel à la souplesse 25 ans après la réforme Chagnon**

On a vite oublié l'impact considérable sur le métier d'enseignant.e d'orientations prises il y a maintenant plus d'un quart de siècle. En 1994, le ministère de l'Éducation, alors dirigé par Jacques Chagnon, instaurait un nouveau baccalauréat de quatre années en sciences de l'éducation pour quiconque souhaitait se destiner à l'enseignement au secondaire. Le BES, comme on l'appelle communément, devenait l'unique voie d'accès aux carrières enseignantes.

D'après débats ont suivi la mise en place de cette mesure. Les contempteurs du nouveau BES lui reprochaient d'offrir une scolarité allégée dans les matières de base. Ainsi, les nouveaux enseignant.e.s en histoire et univers social au secondaire pouvaient être appelés, et le sont encore aujourd'hui, à couvrir une large variété de thèmes et de périodes avec une formation disciplinaire pourtant limitée à une douzaine de cours sur des contenus disciplinaires. Les promoteurs de la nouvelle formation des maîtres se réjouissaient, quant à eux, de voir s'implanter un baccalauréat où la gestion de classe, la psychologie de l'adolescent.e et la docimologie gagnaient en importance. Ils soulignaient qu'« apprendre à apprendre » est une science et non un art qu'on improvise sur le tas. Aucun vainqueur ne peut ressortir d'un tel différend.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis et l'Institut d'histoire de l'Amérique française ne souhaite pas rouvrir ici ces débats déchirants. La situation actuelle invite à une participation constructive de tous les intervenants du système d'éducation. De façon plus pragmatique, nous en appelons donc à la souplesse et à la diversification des voies d'accès à l'enseignement au secondaire. Nous proposons au ministère des solutions facilement aménageables permettant de faire face intelligemment à l'actuelle pénurie d'enseignant.e.s. Cela, au meilleur profit de notre jeunesse du secondaire.

À l'heure actuelle, le Québec se prive de ressources humaines de grande valeur. Les départements universitaires forment chaque année un nombre important de diplômé.e.s de baccalauréat, de maîtrise, voire de doctorat, dans des disciplines scientifiques diverses comme les mathématiques, la littérature, la géographie et l'histoire. Ces jeunes diplômé.e.s — souvent de véritables passionnés de leur domaine — se voient pourtant refuser, depuis 1994, tout accès aux classes du secondaire. Avant cette date,

certaines bachelier.ère.s ou maîtres entreprenaient, une fois leur formation de base terminée, un certificat d'un an qui leur ouvrait les portes de la profession enseignante. Encore aujourd'hui, n'est-il pas frustrant de voir certains de nos diplômé.e.s en histoire s'inscrire dans une université ontarienne francophone pour accéder à un brevet — le système ontarien étant plus souple — qui leur permet de revenir ensuite enseigner au Québec? Alors que dans les universités québécoises, s'ils souhaitent faire la même chose, ils doivent s'engager à compléter quatre années supplémentaires d'études, ce qui peut représenter pour certain.e.s un endettement considérable...

Devant la pénurie de main-d'œuvre qui menace le monde de l'éducation, nous pressons le ministre Roberge d'agir rapidement en instaurant un certificat d'un an en pédagogie qui permettra aux diplômé.e.s de diverses disciplines de sciences et de sciences humaines tentés par la carrière d'accéder à un brevet.

Répetons-le : le système actuel prive notre école secondaire de diplômé.e.s passionnés et hautement qualifiés dans leur domaine. Nous ne sommes pas dupes : notre proposition ne pourra régler tous les défis auxquels le monde de l'éducation est actuellement confronté. Mais elle a l'avantage d'être réaliste et de permettre à des jeunes dynamiques et qualifiés de contribuer à ce secteur névralgique de notre société. Cohérent avec ses positions historiques sur l'enseignement qui pointent vers une formation disciplinaire plus étoffée (mémoire à la Commission Beauchemin et Fahmy-Eid, 2014), l'IIHAF soutient que la revalorisation de ce métier passe, entre autres, par la revalorisation de la connaissance elle-même. Ouvrons les portes de nos écoles secondaires à des experts de divers domaines du savoir : notre système d'éducation et notre jeunesse ne s'en porteront que mieux.